



**HAL**  
open science

# Yémen, une guerre “ trop loin ” ? Réflexions sur une indifférence ambiguë

Laurent Bonnefoy

► **To cite this version:**

Laurent Bonnefoy. Yémen, une guerre “ trop loin ” ? Réflexions sur une indifférence ambiguë. *Revue du crieur*, 2023, 2023/2 (n° 23), pp.22-33. 10.3917/crieu.023.0022 . hal-04278879

**HAL Id: hal-04278879**

**<https://sciencespo.hal.science/hal-04278879>**

Submitted on 8 Jan 2024

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## **Yémen, une guerre « trop loin » ? Réflexions sur une indifférence ambiguë**

Laurent Bonnefoy, Sciences Po, Centre de recherches internationales (CERI), CNRS, Paris, France.

Version 1 - 28 juin 2023

In : *Revue du Crieur*, 2023, n° 23, pp. 22-33.

A de rares exceptions près, tel le conflit israélo-palestinien, la « loi mort-kilomètre » semble partout à l'œuvre dans la couverture des guerres. Ce principe voudrait qu'il soit « normal » ou du moins attendu que l'intérêt des médias, décideurs ou citoyens dans un pays donné, soit inversement proportionnel à la distance entre celui-ci et une confrontation armée. Ainsi l'Ukraine se trouverait-elle « naturellement » au cœur de l'actualité française ou européenne quand la Birmanie ou le Yémen seraient légitimement ignorés. Certes injuste et moralement condamnable, ce principe reste aussi ambivalent, souvent plus complexe qu'il ne paraît. En effet, de quel intérêt parlons-nous ? Quels biais se voient introduits dans la couverture et la compréhension des guerres, par les journalistes, les experts, travailleurs humanitaires ou diplomates occidentaux quand ils abordent ou interviennent dans ces « guerres lointaines » ?

L'exemple du conflit au Yémen, débuté formellement le 26 mars 2015, offre matière à réflexion. Depuis le déclenchement des hostilités – souvent daté au jour de l'intervention militaire d'une coalition régionale emmenée par l'Arabie Saoudite pour rétablir le pouvoir du président élu, destitué par des rebelles, les houthistes, la guerre est fréquemment considérée par celles et ceux qui s'en soucient ou la subissent comme « ignorée » ou « occultée ». La dénonciation de cet état de fait est au cœur de nombreuses interventions publiques. Ainsi, en 2018, la photoreporter Véronique de Viguerie expose son travail, primé, sous le titre « Yémen : la guerre qu'on nous cache » quand l'ancienne Secrétaire d'Etat Jeannette Bougrab (sous la présidence de Nicolas Sarkozy) publie elle en 2020 *Un silence de mort. La sale guerre oubliée du Yémen*.

Selon les chiffres de l'ONU, les affrontements armés depuis 2015 ont ainsi fait 400 000 morts, généré 4 millions de déplacés alors que 70% des 32 millions d'habitants dépendent de l'aide extérieure pour se nourrir. Ni la crise humanitaire d'une ampleur exceptionnelle, ni les ramifications régionales et internationales impliquant tant l'Iran que l'Arabie Saoudite, mais aussi les pays occidentaux qui fournissent des armes aux belligérants, ne sembleraient donc justifier autre chose que du mépris. De fait, le désintérêt s'expliquerait par une variété d'arguments, du plus technique (l'absence de correspondants des médias internationaux sur place)

au plus tendancieux, porté par exemple par Romain Molina, journaliste freelance d'investigation qui affirme : « *Aucune partie prenante ne communique car personne n'a les mains propres*<sup>1</sup> ». Ainsi, que l'occultation soit voulue et orchestrée ou qu'elle soit un effet induit par la complexité propre du conflit ou la « loi mort-kilomètre », il y aurait une vertu spécifique à briser le silence, comme si ce dernier était finalement un verrou qui empêche la paix de s'imposer.

L'on peut parfaitement admettre que les gouvernants et les médias détenus par exemple par des entreprises d'armement ne soient pas, en Europe, les plus prompts à se pencher sur la guerre qui a cours aujourd'hui au Yémen, ni à dénoncer l'implication en particulier de l'Arabie Saoudite et des Emirats Arabes Unis, alliés des gouvernements occidentaux. Pourtant, il demeure tout un spectre de militants, d'élus, de médias indépendants, de responsables associatifs ou autres qui ont toute latitude pour parler, s'engager, porter une analyse critique. Et de fait, les discours sur le Yémen sont variés et, comparativement à ceux concernant d'autres conflits, par exemple sur le Cameroun ou la région des Grands Lacs, autrement plus nombreux. Catherine Deneuve, Vanessa Paradis mais aussi Vianney ont au fil des années participé à des campagnes de sensibilisation sur les ravages de la guerre. Le street artist Murad Subay, fréquemment surnommé le « Banksy du Yémen » s'est vu fournir des espaces par des municipalités pour présenter ses œuvres, y compris à Paris, « dénonçant l'hypocrisie internationale » et notamment celle de la France selon un reportage diffusé par BFMTV.

Formats longs publiés dans les grands quotidiens, enquêtes sur le rôle joué par exemple par l'entreprise Total, reportages graphiques, ou plaidoyer dans l'émission Envoyé Spécial sur France Télévisions, ont dans l'espace médiatique français permis de nuancer le principe d'une occultation. Il en va de même au Royaume-Uni, en Allemagne et aux Etats-Unis où la couverture du conflit au Yémen a pu être différente mais certainement pas inexistante.

Dans l'espace politique même, de questions posées au gouvernement français par des députés de gauche ou même de la majorité, au vote très large au Parlement européen de résolutions appelant à un embargo sur les ventes d'armes en 2016 puis 2020, ciblant en premier lieu l'Arabie Saoudite, la réalité d'un conflit ignoré n'est pas non plus une évidence. Dans le port de Gênes en mai 2019, une mobilisation de dockers a par exemple empêché le chargement de matériel militaire italien à destination de l'Arabie Saoudite.

Les initiatives diplomatiques variées, toutes critiquables évidemment, tout comme l'implication financière majeure de l'ONU au profit des civils, sans aucun doute insuffisante, soulignent que la guerre au Yémen suscite actions et réactions. Dès lors, c'est davantage la question de l'efficacité de celles-ci, comme de leur

---

<sup>1</sup> <https://www.decideurs-magazine.com/politique-societe/54453-romain-molina-personne-n-a-interet-a-ce-que-la-guerre-s-arrete-au-yemen.html>

calibrage, qui se pose. Car en effet, ces démarches se voient fréquemment confrontées à diverses résistances institutionnelles qui cherchent alors notamment à dépolitiser le regard sur la guerre, la ramenant parfois à un simple enjeu humanitaire, sans responsable ni coupable. Tel fut notamment le cas quand Emmanuel Macron organisa à Paris en juin 2018 une conférence internationale des donateurs, en partenariat avec l'Arabie Saoudite, pourtant belligérant qui bombarde des populations et détruit des infrastructures civiles<sup>2</sup>.

Dénoncer le désintérêt pour le Yémen peut apparaître comme une posture. Elle légitime d'une part celui ou celle qui la formule dans un champ journalistique, artistique ou humanitaire qui est aussi hautement concurrentiel. Savoir y faire preuve d'engagement et, parfois, de courage peut constituer un capital en soi. Mais il est à cet égard intéressant de noter combien l'idée d'un Yémen caché est en réalité un vieux stéréotype qui a structuré le rapport de ce territoire avec le monde depuis plus d'un siècle<sup>3</sup>. La parole intellectuelle occidentale a fréquemment lié le Yémen au champ lexical de l'occultation, d'un lieu qu'il faudrait découvrir et offrir au regard occidental – quitte finalement à ignorer la parole des Yéménites. Ainsi, l'un des premiers films tournés dans les années 1930 à Sanaa, par le réalisateur René Clément – quelque temps avant ses grands succès *Jeux Interdits* et *Plein Soleil*, s'intitule de façon opportune *L'Arabie interdite*. La guerre qui fait suite à la révolution républicaine du 26 septembre 1962 au Yémen du Nord, mêlant également des puissances régionales, l'Égypte nassérienne en tête, est l'objet en 1968 d'un ouvrage du reporter du New York Times Dana Adams Schmidt : *Yemen. The Unknown War*. Publiées en 2011, les mémoires d'un officier britannique, Duff Hart-Davis, impliqué dans les opérations de mercenariat dans la Péninsule Arabique à cette même époque s'intitulent *The War that Never Was*.

La continuité historique dans le regard n'est pas uniquement fortuite et s'affirme même chez les voisins arabes. Le dessinateur de comics koweïtien, Naif al-Mutawa, inspiré en 2005 par l'univers Marvel, produit une série *The 99* où chacun des personnages prend le nom d'un attribut divin dans l'islam, la super-héroïne yéménite s'appelle justement al-Batina, « la Cachée » et a, comme de bien entendu, le don d'invisibilité.

Admettre que le conflit au Yémen n'est pas tant oublié que « mal » traité permet sans doute d'avancer quelque peu dans la réflexion. Les nombreux biais du traitement médiatique et politique gagneraient à se voir explicités quand bien même les discours dénonciateurs peuvent être parfaitement louables, nécessaires et légitimes. Y adhérer politiquement ne saurait empêcher une prise de recul, ne serait-ce que pour comprendre pourquoi ils ne semblent pas avoir de prise sur les combats et le sort des civils yéménites.

---

<sup>2</sup> <https://orientxxi.info/magazine/le-yemen-la-guerre-et-la-france,2537>

<sup>3</sup> Laurent Bonnefoy, *Yémen. De l'Arabie heureuse à la guerre*, Paris : Fayard, 2017.

L'un des biais principaux concerne la focale régionale et le fait que, structurellement, le conflit est largement appréhendé à travers la dénonciation du rôle de l'Arabie Saoudite – et plus marginalement celui des Emirats Arabes Unis, actifs en particulier dans le sud du Yémen. Les médias décrivent largement la guerre comme un affrontement armé mené par procuration. Derrière les belligérants, gouvernement légitime d'un côté, rebelles houthistes de l'autre, s'opposent l'Arabie Saoudite et l'Iran, le premier s'érigeant en défenseur des sunnites quand le dernier soutient et finance les houthistes au nom de l'identité chiite à laquelle se rattache le mouvement rebelle. La guerre au Yémen devient dès lors l'avatar d'un conflit millénaire qui est tant religieux que « géopolitique ». Cette grille, qui désigne volontiers l'Arabie Saoudite comme l'agresseur, conduit surtout les discours à pointer du doigt la responsabilité des puissances occidentales en tant qu'alliés principaux de la monarchie. A travers des contrats d'armement mais aussi une aide technique pour l'entretien du matériel et le ciblage des bombardements aériens, la France, les Etats-Unis ou encore le Royaume-Uni, sont désignés comme parties prenantes d'opérations qui donnent lieu à des crimes de guerre largement documentés. Et de fait, pour chacun de ces pays l'Arabie Saoudite et les Emirats Arabes Unis comptent parmi les principaux clients des industries d'armement. Entre 2015 et 2021, la France a signé pour 9 milliards d'euros de contrats militaires avec ces deux Etats engagés au Yémen<sup>4</sup>.

Dans de nombreux contextes, l'enjeu des contrats d'armement est un levier qui a été fréquemment mobilisé dans les représentations du conflit au Yémen, démontrant que celui-ci n'est pas étranger à l'Europe et l'Amérique du Nord mais directement lié à « nos » diplomaties. Le consortium de journalistes Disclose a par exemple révélé en 2018 le rôle très probable des canons Caesar de fabrication française dans la mort de civils dans les zones septentrionales du Yémen, frontalière avec le territoire saoudien<sup>5</sup>. Du Royaume-Uni à l'Espagne en passant par l'Allemagne, c'est autour de l'enjeu d'un embargo sur les armes que les gouvernements occidentaux ont parfois pu se positionner, confrontés à diverses pressions populaires ou appels d'intellectuels. Un sondage commandé par des ONG effectué en 2018 par des ONG affirmait ainsi que 75% des Français étaient favorables à une « suspension des ventes d'armes aux pays impliqués dans la guerre au Yémen »<sup>6</sup>. Gageons tout d'abord que bien peu parmi cette majorité de Français seraient capables de placer ce dernier sur une mappemonde ou d'expliquer les ressorts de l'affrontement. Reconnaissons également que l'exécutif français, sous les présidences Hollande et Macron, a déployé beaucoup d'énergie pour saper les demandes de transparence et de contrôle sur les contrats d'armement avec les monarchies du Golfe, y compris quand celles-ci venaient d'être élus de leur parti. Joe Biden pendant la campagne électorale menant à son

---

<sup>4</sup> <https://orientxxi.info/magazine/armement-guerre-au-yemen-made-in-france,5883>

<sup>5</sup> <https://made-in-france.disclose.ngo/fr/chapter/yemen-papers/>

<sup>6</sup> <https://www.acatfrance.fr/communiquede-presse/3-francais-sur-4-pour-la-suspension-des-ventes-darmes-aux-pays-impliques-dans-la-guerre-au-yemen>

élection avait pris position en faveur de l'interruption par les Etats-Unis des contrats passés avec l'Arabie Saoudite, avant de se raviser, piteusement, une fois au pouvoir.

Bien que légitime, le registre de dénonciation du rôle des Occidentaux pour parler de la guerre au Yémen n'est pas sans angles morts ni limites. Tout d'abord, il néglige fréquemment le point de vue de bien des Yéménites et adopte, de fait, une approche occidentalocentrée. Le Yémen devient dans ce cadre un prétexte pour parler de la France (ou des Etats-Unis, de l'Espagne, du Canada...), moins de la complexité du conflit en lui-même ou de la réalité des combats et de leurs racines internes. Il a pour fonction principale d'évoquer « nos » fautes ou responsabilités, les failles d'un système démocratique ou le poids des multinationales, et non d'expliquer ou de chercher d'éventuelles solutions. Est-il donc nécessaire d'impliquer Total, l'entreprise d'armement Nexter dont l'usine est à Bourges ou les chars Leclerc vendus aux Emirats Arabes Unis pour s'indigner des tortures, de la pollution des nappes phréatiques, ou de morts civils « au loin » ? Deviendrait-il alors légitime de se détourner de conflits dès lors qu'ils n'impliqueraient pas des armées, décideurs ou entreprises occidentales ?

L'on comprend le caractère mobilisateur ou « concernant » de tels leviers dans le contexte français ou au sein de cercles anti-impérialistes. Toutefois un tel biais ne règle aucunement l'aporie d'une logique sélective de l'indignation. Il n'a que peu d'effets sur le conflit et condamne finalement à la forfaiture les dirigeants qui l'adoptent comme le montre le cas de l'Allemagne qui a rapidement fini en 2021 par contourner son propre embargo sur les armes, ou à l'inaction honteuse.

D'autre part, la focale régionale, centrée sur les crimes saoudiens (et de leurs alliés au sein de la coalition militaire), agace celles et ceux qui, au Yémen, estiment nécessaire de lutter contre les rebelles et considèrent dès lors qu'un retrait militaire saoudien n'apporterait pas la paix. Bien au contraire, stigmatiser l'Arabie Saoudite revient, du point de vue de nombreuses organisations civiles yéménites ou d'analystes telle Nadwa al-Dawsari, à reprendre à son compte la propagande houthiste centrée sur « l'agression saoudo-sioniste » et acter le principe de la victoire militaire des rebelles, sans alternative possible.

Dès lors, c'est en s'appuyant sur la représentation d'un conflit régionalisé et mené par procuration, dans lequel les Yéménites sont soit des marionnettes, soit de simples victimes, que depuis avril 2022 l'Arabie Saoudite cherche effectivement à se retirer. Se déploie, en effet, un discours qui laisse croire que son armée et son gouvernement ne sont plus une partie au conflit mais de simples négociateurs – efficace tentative pour se laver les mains. Largement véhiculé dans les médias occidentaux, trop heureux de voir enfin se dessiner une bonne nouvelle, ce narratif amène à penser que l'arrêt des bombardements par le Royaume marquerait la fin de la guerre. Il n'en est malheureusement rien.

En privilégiant la dimension régionale du conflit, les discours dénonçant la « guerre cachée » négligent fréquemment les ressorts internes de l'affrontement armé et de la rivalité entre les forces politiques. Ils oublient alors souvent de se pencher sur la violence de l'exercice du pouvoir des houthistes marqué par la répression, le détournement massif de l'aide humanitaire et un alignement international sur les positions iraniennes caractérisé par un discours ouvertement antisémite (leur slogan appelle à la « mort d'Israël » et à « la malédiction sur les Juifs ») et le soutien indéfectible à la dictature de Bachar el-Assad en Syrie. La dénonciation de l'alliance saoudo-américaine renvoie ici à une lecture anti-impérialiste à courte vue, ou même « campiste », qui produit des alignements diplomatiques problématiques. Faudrait-il donc avoir à choisir entre l'Arabie Saoudite et l'Iran ?

Le cas yéménite permet dès lors d'interroger les effets de la « couverture » d'une guerre, forcément complexe, dans un espace médiatique ou politique occidental. Car parler d'une guerre « au loin » conduit généralement à abandonner la subtilité, force à classer les belligérants en bons et méchants, à l'aune de biais ou de références qui ont peu à voir avec la guerre elle-même. La logique quelque peu binaire, si ce n'est manichéenne, peut être légitime sur le plan politique ou juridique (le choix de bombardements aériens par la coalition emmenée par l'Arabie saoudite oblige par exemple celle-ci à prendre en compte les dommages sur les civils et fonde une responsabilité pénale) mais elle n'est pas toujours fonctionnelle, ni même ne conduit à corriger réellement la faute morale générée par « l'oubli » ou « l'occultation » supposés.

L'économie interne des médias de masse, français ou autres, ignore largement l'existence d'une analyse produite par les Yéménites eux-mêmes. C'est ainsi que l'on entend fréquemment l'absence de couverture de la guerre se voir justifiée dans les rédactions par l'affirmation selon laquelle il n'y a pas de journaliste sur place – comprendre de « journaliste occidental ». Le principe de domination est souvent inconscient, mâtiné de corporatisme, mais amène trop souvent à parler au nom des Yéménites et donc à recouvrir leurs voix.

La polarisation propre de cette société en guerre, dans laquelle les discours qui critiquent la stratégie saoudienne sont facilement accusés d'être pro-houthistes, quand les opposants à la gestion brutale des rebelles sont renvoyés à leur hypothétique alignement (souvent corrélé à un financement) sur les intérêts saoudiens ou émiriens ne facilite certes pas la diffusion des discours et analyses produits par les Yéménites. Les stratégies d'influence des uns et des autres, l'importance des budgets mobilisés dans les monarchies du Golfe pour développer leur propagande ou s'acheter des affidés sont évidentes. L'émergence d'une expertise locale autour notamment d'un nouveau think-tank très actif, le Sanaa center for Strategic Studies, n'a qu'imparfaitement corrigé cet état de fait.

Les biais liés aux modes dominants de construction du conflit yéménite en tant qu'enjeu dans l'espace public occidental posent un autre problème. L'approche focalisée sur un acteur régional – essentiellement l'Arabie saoudite, centrée sur le rôle des occidentaux et négligeant largement la pluralité des interprétations et voix venues du Yémen, est partielle. Elle empêche en fait de considérer pleinement combien cette guerre est un symptôme de dérèglements plus généraux. Si elle est aussi celle du monde en général, et donc la « nôtre », c'est autant du fait de la responsabilité des marchands d'arme occidentaux que parce qu'elle révèle des enjeux qui transcendent le Yémen et les logiques de domination impérialistes ou capitalistes.

Or, dans l'interprétation qui est produite sur cette « guerre trop loin », bien des dimensions, pourtant essentielles et éclairantes, demeurent absentes. Elle ne permet pas de comprendre combien le conflit au Yémen est en fait un signe avant-coureur de défis qui se posent à l'humanité. Ceux-ci sont par exemple liés à la perte de centralité de la puissance américaine et de l'Europe, volontairement mises en retrait, et à un défaut certain de régulation internationale ainsi qu'à l'émergence de puissances régionales portées par un autoritarisme réarmé et hautement technicisé. Le Yémen, en tant que société est aussi confronté à des dynamiques identitaires nouvelles<sup>7</sup>, fondées sur une relecture de l'histoire qui, par ses mécanismes n'est pas sans rappeler certaines évolutions et polarisations politiques en Europe et Amérique du Nord.

Enfin, à l'aide d'une grille de lecture comme périmée, les biais explicités au fil de ces paragraphes détournent les regards de questions sans doute fondamentales. Parmi celles-ci, l'environnement et le dérèglement climatique figurent en bonne place. Pendant la guerre rien n'aura été pensé ou fait pour affronter la terrible perspective d'un épuisement annoncé des nappes phréatiques dans un pays qui, par habitant, est l'un des plus faiblement doté en eau<sup>8</sup>. Le destin d'une société qui, couplé à des températures qui risquent bien de devenir physiologiquement invivables, se verrait confronté à un effondrement, à un départ forcé (et par-là forcément violent) de sa population devrait dans ce cadre interroger chacun, invitant à quelques réflexions novatrices sur l'état du monde et nos interdépendances.

---

<sup>7</sup> <https://aoc.media/analyse/2022/07/13/yemen-dinquietantes-dynamiques-identitaires/>

<sup>8</sup> <https://orientxxi.info/magazine/yemen-les-politiques-neoliberales-sans-filtre-ont-aggrave-la-crise-de-l-eau,4875>